

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

1. Intitulé du projet

Procédure concernée (élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)	Territoire concerné
Modification n°1 PLU	LENT

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	Néant.
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Néant.

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Madame le Maire de LENT
Courriel	mairiedelent@gmail.com

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	LENT
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population) Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	1426 habitants (INSEE 2014)
Superficie du territoire	3148 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe : l'arrêté engageant la procédure

Le but de la modification est de permettre :

- Supprimer les zones Nh
- Mettre à jour la liste des bâtiments agricoles de qualité architecturale repérés lors de l'élaboration du PLU
- Évolutions du règlement

Annexe 1 : Arrêté prescrivant la procédure en date du 14/09/2017

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

Annexe : Non concerné

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;*
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;*

L'évolution portera principalement sur :

- 1 Modification de zonage autour de 3 anciens sites agricoles qui n'accueillent plus d'activité agricole aujourd'hui afin de leur permettre de faire évoluer les bâtiments d'habitation présents
- 2 Mise à jour de l'ensemble des bâtiments repérés comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme.
- 3 Modifier le règlement de la zone A et N pour y autoriser l'extension des bâtiments d'habitation et la création d'annexes à condition que cela ne compromette pas l'activité agricole (Suite à la loi Macron)
- 4 Modifier le règlement (ajout de la défense incendie pour l'habitat dispersé, suppression des COS, hauteur des bâtiments, intégration du nuancier des coloris de façades au règlement, hauteur des clôtures,...)

Annexe 2 et 3 : Extrait des plans de zonage du PLU en vigueur et du PLU modifié

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Oui, le projet est soumis à l'avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...	
- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (<i>3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy</i>) ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Oui – Le SCOT Bourg Bresse Revermont → Le SCOT a été approuvé le 14 décembre 2016 et intègre les dispositions de la loi Grenelle 2.
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Le SDAGE Rhône-Méditerranée qui est entré en vigueur le 21 décembre 2015. Les contrats de rivières de la Veyle.

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?
OUI

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	La modification ne remet pas en cause les objectifs de maîtrise de la consommation de l'espace du PLU en vigueur. Seules les possibilités d'extensions et de création de dépendances en zone N et A ont été augmentées, ce qui n'engendre pas une augmentation globale notable de la consommation d'espace à l'échelle de la commune.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Augmentation des surfaces autorisées pour les extensions et les annexes en zone A et N.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Non concerné
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du	

territoire : oui/non ? Si oui : NON	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	- NON
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?	Néant.
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	Néant.

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<p>L'ensemble de ces secteurs décrits ci-dessous (4-2) et présents sur le territoire sont répertoriés en zone N du PLU. La modification vient supprimer les secteurs Nh, dans lesquels le changement de destination était systématiquement autorisé, à la place un repérage plus fin des bâtiments pouvant bénéficier d'un changement de destination est fait.</p> <p>Par ailleurs, la modification vient encadrer les possibilités d'extensions et d'annexes pour les bâtiments existants.</p> <p>Aucune ouverture nouvelle à l'urbanisation n'est mise en place.</p> <p>Il n'y a donc pas d'impact significatif sur ces zones sensibles.</p>			
Zone Natura 2000 ?	OUI		« La Dombes » <i>La Dombes a été reconnu à la fois comme site d'importance communautaire (FR 8201635) et correspond à une zone de protection spéciale (FR8212016). Le site retenu prend en compte à la fois les étangs et leur bassin versant, ce qui explique sa couverture importante.</i>
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?	OUI		Une Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux a été également mise en place sur la commune de LENT. La partie Est du territoire jusqu'à la RD 23 est concernée par la ZICO.
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle	NON		Néant.

(régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?			
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?			<p>1 ZNIEFF : Etangs de la Dombes (n° 01090002), reprend la forêt du Prince et de la Rena et l'ensemble des étangs. La Dombes des étangs est avant tout caractérisé par l'abondance de ses pièces d'eau. Le profil des étangs et la gestion piscicole, leur donnent un intérêt à la fois faunistique et floristique. La Dombes se caractérise tout d'abord par l'accueil d'oiseaux d'eau notamment en période de reproduction : les ardéidés (famille des hérons), les anatidés (la Nette rousse, le Fuligule milouin...). La flore dombiste est elle aussi remarquable avec de nombreuses espèces comme les plantes flottantes (au centre des étangs), la chênaie pédonculée (en périphérie des étangs) et les zones humides (fougère d'eau, faux Nénuphar...). La Dombes accueille aussi une cinquantaine d'espèces de mammifères avec des reptiles, des amphibiens mais aussi une libellule rare : la Leuccorrhine à gros thorax.</p>
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	Néant.
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?	Oui		<p>Outre la présence de ZNIEFF, des corridors biologiques identifiés dans le SCOT correspondent aux principaux couloirs de migration de certaines espèces sensibles voire patrimoniales. Le SCOT précise que ces les corridors biologiques locaux s'insèrent dans des continuums écologiques.</p> <p>Pour le territoire de Lent, les continuums identifiés sont le grand massif boisé constitué par la forêt de la Rena et la Veyle et sa ripisylve.</p> <p>Enfin, la commune dispose d'un contrat de rivière de la Veyle et d'une ZNIEFF de type</p>

--	--	--	--

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?			Les zones humides sont nombreuses et caractéristiques de la flore de la ZNIEFF de type 1 « Etang de la Dombe » (voir ci-dessus – ZNIEFF de type 1)

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),	OUI		Maison à pans de bois inscrite aux monuments historiques en 1937 (façades et toitures). => Non impactée par le projet
Site classé ou projet de site classé ?		Non	Néant.
Site inscrit ?		Non	Néant.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Dans son DOO, le SCOT préconise de valoriser la qualité des paysages en confortant le paysage mosaïque, en soignant les lisières et en renforçant la charpente d'éléments linéaires structurants.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapproché, éloigné) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		Non	Le PLU dispose cependant d'une servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales (AS1). => Le projet n'impact pas la protection des captages d'eau potable.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Néant.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Néant.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		Les captages de la commune situés le long de la Veyle alimentent Bourg-en-Bresse. Les trois périmètres de protection (immédiat, rapproché et éloigné) ont été établis. Le captage de Lent est situé dans la nappe supérieure, la capacité est de 2 700 000m ³ /an. L'alimentation en eau potable de Lent est assurée par la SOGEDO et elle provient de Pont d'Ain. Le projet n'a pas de conséquence sur les capacités offertes par le territoire en terme de ressources.
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Néant.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	Néant.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?		Non	Le village de la commune de LENT est desservi par un réseau d'assainissement de type unitaire. Le taux de raccordement à l'assainissement collectif avoisine les 73 %, 800 habitants sur 1100 sont raccordés. Certaines constructions situées en zones A et N sont dans des secteurs d'assainissement autonome.

			Le projet n'a pas d'impact sur les capacités d'assainissement de la commune.
--	--	--	--

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>)		Non	Néant.
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>)		Non	Néant

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?		Non	Néant.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		<u>1 – Risques Naturels</u> Les risques naturels sont liés aux risques d'inondation de la rivière la Veyle. Dans le cadre de l'élaboration du Contrat de rivière de la Veyle, les études préalables avaient cartographiées (« Etude hydraulique et géomorphologique, 1996 » de la SOGREAH) le secteur concerné par une crue centennale de la Veyle. L'étude précise que l'inondabilité se situe : - En amont de la RD23 les vitesses d'écoulement sont voisines de 1.5 m/s en

		<p>lit mineur et elles sont comprises entre 0.15 et 0.2 m/s en lit majeur.</p> <p>Le pont de la RD23 fonctionne en charge (0.90m) mais il n'est pas submergé.</p> <p>Il créait une forte surélévation de la ligne d'eau en amont et des débordements importants se produisent sur les deux rives.</p> <p>En rive gauche de nombreuses habitations sont inondées.</p> <p>- Au Moulin du Roi la capacité de transit de la Veyle est de 15 m³/s au droit de l'OH76. Les capacités des OH77 et OH78 sont respectivement de 5 et 2 m³/s. Compte tenu des débits de pointe de la crue centennale, le Moulin du Roi est inondable ainsi que son accès en rive gauche. En rive droite la zone inondable concerne des terres agricoles.</p> <p><u>2 – Risques Technologiques</u></p> <p>La commune est concernée par les risques technologiques liés aux canalisations de transport de matières dangereuses.</p> <p>Ces ouvrages font l'objet de servitudes d'utilité publiques et engendrent des zones à risques. Un courrier de la Préfecture en date de décembre 2003 demande de faire preuve de vigilance à proximité des canalisations pour éviter de densifier l'urbanisation dans la zone correspondant à la limite des effets significatifs où peuvent survenir des blessures graves. Les Maires sont invités, dans la zone correspondant aux effets mortels, la construction ou l'extension d'établissements recevant du public relevant des catégories 1 à 4 ainsi que les établissements de plein air de la 5ème catégorie.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Pour la canalisation de gaz (ETREZ - BALAN), en cas d'accident, les effets mortels pourraient être ressentis sur une distance de 360 m de part et d'autre de la canalisation. ● Pour la canalisation d'éthylène ETHEL « FEYZIN/TAVAUX » de diamètre 220
--	--	--

			<p>mm (produits chimiques), en cas d'accident, les effets mortels pourraient être ressentis sur une distance de 400 m de part et d'autre de la canalisation.</p> <p>Ainsi, des prescriptions particulières en matière d'Etablissement Recevant du Public et de densification de l'urbanisation seront appliquées dans ces périmètres.</p> <p>=> Le projet n'est pas impacté significativement par ces risques.</p>
Plans de prévention des risques <i>(naturels, technologiques, miniers)</i> approuvés ou en cours d'élaboration ?		Non	Néant.
Nuisances connues <i>(sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives)</i> ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		Non	Néant.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		Non	Néant.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	Néant.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	Néant
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	Néant

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi Modification	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	Sans objet
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	Oui (annexe 2)
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	Oui (annexe 3)
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	Sans objet
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure (Arrêté)	Oui (annexe 1)